

La France dépense 218 milliards de plus que ses voisins européens

Money, money, money

Le spécialiste des finances publiques François Ecalte, fondateur du site Fipeco.fr, a analysé les montants et la répartition des dépenses publiques des pays de la zone euro pour les comparer à la France. **Résultat, si la répartition est sensiblement la même en France et dans la zone euro, le niveau de la dépense est 20 % plus élevé.**

Raphaël Legendre

POUR ÉCLAIRER LE GRAND DÉBAT, le gouvernement a publié mi-janvier une note très didactique sur les dépenses publiques, ramenées à un budget de 1 000 euros. On y apprendait que les trois premiers postes étaient les retraites (268 euros), l'Assurance-maladie (191 euros) et l'enseignement (96 euros) : 55 % de la dépense publique au total.

Cette initiative a donné l'idée au spécialiste des questions de finances publiques François Ecalte, fondateur du site Fipeco.fr, de réaliser le même exercice avec les données d'Eurostat. Une comparaison franco-européenne que l'Opinion publie en exclusivité, fort utile à l'heure de la clôture du grand débat alors que très peu d'idées en sont sorties pour réduire la dépense publique.

Premier enseignement, la répartition des dépenses publiques est sensiblement la même en France et dans la zone euro. Sur le premier poste de dépense - la protection sociale qui cumule plus de la moitié du total des dépenses publiques -, la France a par exemple dépensé 575 euros sur 1 000 euros de budget en 2017, quand la moyenne de la zone euro est de 573 euros. Seule différence, « la France dépense un peu moins pour la santé et un peu plus pour la politique familiale et, surtout, les aides personnelles au logement », souligne François Ecalte.

Agirc-Arrco. En proportion, la France dépense plus pour les aides à la pierre et aux équipements collectifs (18 euros pour la France contre 8 euros dans la zone euro), pour le soutien à l'activité économique (106 euros contre 89) et pour la défense nationale (32 euros sur 1 000 de dépenses publiques y sont consacrés en France, contre 26 en moyenne dans la zone euro). A l'inverse, François Ecalte relève une part de la dépense un peu plus faible que la moyenne européenne pour la sécurité intérieure et la justice (29 euros

pour la France, 35 pour la zone euro), pour les frais généraux des administrations (72 euros contre 86) et pour les intérêts de la dette publique (34 euros contre 44). Pour le reste - enseignement, loisirs et culture, protection de l'environnement - « les écarts ne sont pas significatifs », constate François Ecalte.

Mais si dans l'ensemble, la répartition des dépenses est sensiblement la même en France et en Europe, les montants dépensés, eux, n'ont rien à voir. « Les dépenses publiques représentent 56,5 % du PIB en France contre 47 % dans la zone euro en 2017, rappelle François Ecalte. Dit autrement, pour un niveau équivalent de création de richesses, les dépenses publiques s'élèvent à 1 200 euros en France quand elles sont de 1 000 euros dans la zone euro.

Cher logement. Si l'on rapporte cet écart de 9,5 points de PIB au budget général, cela signifie qu'en 2017, la France a engagé 218 milliards d'euros de dépenses publiques de plus que la moyenne des pays de la zone. Une « surcharge » qui devrait monter à 230 milliards d'euros cette année. Cela signifie aussi que revenir dans la moyenne de la dépense européenne permettrait non seulement d'effacer le déficit (107,5 milliards d'euros prévus cette année), mais aussi de réduire les impôts des

Le soutien à l'activité économique coûte très cher: 39 milliards de plus que la moyenne des pays de la zone euro, dont la moitié pour le CICE

Français de plus de 100 milliards d'euros. Où sont parties ces 218 milliards de dépenses supplémentaires en 2017 ? Plus de la moitié est allée à la Sécurité sociale (124 milliards de plus que la moyenne européenne), dont 57 milliards pour les retraites et 23 milliards pour la santé.

Sur les retraites, ce surcoût « résulte pour partie du caractère obligatoire et monopolistique des régimes complémentaires en répartition, Arrco et Agirc pour les salariés du secteur privé, qui sont classés parmi les administrations publiques en raison de ces caractéristiques », précise la note de François

Les dépenses publiques par fonction en % du PIB en 2017

	France	Zone euro
Protection sociale	32,3	26,9
Dont : retraites et dépendance	14,5	12,4
Santé et invalidité	10,9	9,9
Famille	2,4	1,7
Chômage	1,9	1,5
Exclusion sociale	1,1	0,8
Aides personnelles au logement	1	0,4
Aides à la pierre et équipements collectifs	1	0,6
Enseignement	5,4	4,5
Loisirs, culture et culte	1,4	1,1
Protection de l'environnement	0,9	0,8
Affaires économiques	5,9	4,2
Dont transports	2,1	1,6
Sécurité intérieure et justice	1,6	1,7
Défense	1,8	1,2
Services généraux	4,1	4
Intérêts de la dette publique	1,9	2,1
Total des dépenses publiques	56,5	47

SOURCES : EUROSTAT

Ecalte. Mais les dépenses sociales ne sont pas les seules à déborder. Le soutien à l'activité économique coûte lui aussi très cher : 39 milliards de plus que la moyenne des pays de la zone euro, dont la moitié pour le CICE. Pour l'enseignement, c'est 21 milliards de plus. Pour la défense nationale, 14 milliards.

Ce n'est pas tout. « En additionnant les aides personnelles au logement, les aides à la pierre et les équipements collectifs associés, le coût de la politique du logement est deux fois plus élevé en France (2 % du PIB, environ 45 milliards d'euros) que dans la zone euro (1 % du PIB) », ajoute l'étude.

Que révèlent ces chiffres ? « Que nous pouvons et nous devons faire des économies dans tous les domaines ; même si bien sûr il faut mieux commencer par les postes où les économies en points de PIB sont potentiellement les plus élevées, comme les retraites », conclut François Ecalte. Malheureusement, pour l'heure, le grand débat a surtout accouché d'idées de hausses d'impôts. La conclusion de cette note est donc à verser au dossier, en attendant la prochaine loi de finances.

@LEGENRA